

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 25 mai au 9 juin 2014 > n° 10 • 1,50 €

Les urnes sans voix

Devenue majoritaire aux élections municipales, l'abstention fait vaciller gauche et droite. Dépouillement des enseignements du scrutin.

Strasbourg.eu
COMMUNAUTÉ EUROPEENNE

MUNICIPALES 2014

Terminus pour trois guichets



La baisse du chiffre d'affaires des boutiques SNCF en périphérie les condamne à la fermeture.

Le 31 octobre dernier, le guichet d'information et de vente de billets de la SNCF, situé dans les galeries marchandes d'Auchan, à HautePierre, a fermé. Le 7 mai, celui du centre commercial Auchan à Illkirch-Graffenstaden a subi le même sort. Le 1^{er} août, ce sera au tour de la boutique située dans le supermarché Leclerc de Schiltigheim. Les seuls points de vente qui resteront donc ouverts à terme, mis à part celui de la gare, sont situés au centre-ville : 5 rue des Francs-Bourgeois et 7 quai de Paris.

Le manque de rentabilité de ces guichets excentrés est invoqué par la SNCF : « Entre 2009 et 2013, nous avons constaté une diminution de 20% de la fréquentation des boutiques, ce qui a représenté une perte de 10 millions d'euros sur notre chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'agglomération strasbourgeoise », explique Vincent Burgun, chargé de communication de la SNCF à Strasbourg. Concernant l'avenir des six conseillers de ces trois boutiques, la SNCF précise

qu'ils sont ou seront réaffectés vers les autres points de vente de la SNCF. Ce que confirme Marie-Françoise, conseillère pendant 17 ans dans la boutique d'Illkirch : « Nous avons pu choisir où aller. Pour ma part, j'ai rejoint la boutique de la gare. Le travail reste le même, c'est juste l'endroit qui change. » « C'est vrai, confie-t-elle, au fil des années, j'ai remarqué une forte baisse de fréquentation en boutique. Aujourd'hui, beaucoup de personnes achètent leurs billets sur internet et viennent juste au guichet pour les échanger ou se faire rembourser. »

Déplacements obligatoires

La SNCF avait placardé deux affichettes devant la boutique d'Illkirch-Graffenstaden afin d'informer le public de sa fermeture. Pourtant, mis à part les clients habituels, un grand nombre de personnes ne semble pas averti. Alain, 52 ans, explique, étonné : « J'utilise internet pour faire mes achats de billets, mais les conseillers de la SNCF me proposent souvent des alternatives moins chères que les offres sur internet. »

Bornes, web, smartphones : aujourd'hui, beaucoup de clients privilégient les offres numériques. Mais tous n'en sont pas adeptes, telle cette riveraine octogénaire d'Illkirch : « Je n'ai pas internet et je ne vais pas m'y mettre à cause de la SNCF. Cette fermeture est terrible. Pour moi, ça va être très difficile de me déplacer jusqu'au centre-ville ou à la gare pour acheter ou échanger mes billets. »

Il n'y a pas que les personnes âgées qui se sentent lésées. Stéphane, un jeune travailleur de 25 ans, regrette aussi de devoir se déplacer pour bénéficier de conseils ou services. « Pourtant je fais partie de la génération qui utilise son smartphone pour acheter ses billets. »

La contestation s'organise

« Nous exigeons la création d'un lieu commun dans les quartiers concernés par ces fermetures pour que les riverains puissent acheter leurs billets sans se déplacer jusqu'à la gare ou au centre-ville. Il faudrait, par exemple, implanter une boutique SNCF dans un lieu où l'on trouve d'autres services publics pour pouvoir effectuer des opérations de base, qu'elles concernent les transports en commun, train, bus, tram ou vélhop ou encore la poste, explique François Giordani, président de l'association des usagers des transports urbains de l'agglomération strasbourgeoise (ASTUS). Une autre solution pour les riverains pourrait être la création d'un guichet interactif, avec un conseiller à distance, calqué sur un modèle existant en Allemagne », ajoute-t-il.

1 boutique sur 2

a fermé depuis octobre 2013. Il n'en reste plus que trois dans la CUS.

50%

des billets SNCF sont aujourd'hui vendus en ligne.

3600

personnes ont signé la pétition contre la fermeture des boutiques d'Illkirch-Graffenstaden et Schiltigheim

© Alexandra Zevallos-Ortiz / Cuej

Alexandra Zevallos-Ortiz

Silence, sinon on tourne

Calme Gutenberg filme les personnes responsables de nuisances nocturnes dans le quartier des Tonneliers. Postées sur Youtube, ces vidéos font polémique.

Trois heures du matin, à deux pas de la place Gutenberg. Quatre jeunes hommes traversent la rue de l'Épine. Visiblement éméchés, ils chahutent, crient, chantent à tue-tête. Comme plus de 80 autres, cette scène est visible sur Youtube. Certaines ont été vues plus de 2000 fois. À l'origine de ces vidéos, un homme, un riverain excédé qui voulait retrouver le sommeil. Huit mois auparavant, il a pris une décision radicale : filmer systématiquement les perturbateurs et créer un collectif de personnes dans la même situation. En janvier, Calme Gutenberg s'est transformé en association. Elle comptait 16 membres et en revendique aujourd'hui une cinquantaine. Elle est suivie par plus de 150 personnes sur Facebook.

Résistance sur Facebook

Selon sa présidente, Nicole Nussbaum, 64 ans, la méthode est à la mesure de « l'indifférence de la municipalité ». Le maire de Strasbourg, Roland Ries (PS), leur a répondu deux fois par courrier. Dans le dernier, en mars, il se dit « sensible à leurs difficultés » et veut « maintenir un centre-ville animé tout en préservant la tranquillité des habitants ». Pour Calme Gutenberg, la charte de la vie nocturne, mise en place en 2011 et privilégiant la prévention, ne va pas

dans le bon sens. « Le manque de sommeil est un véritable problème de santé publique », poursuit Nicole Nussbaum. L'association propose d'écartier progressivement, autant que possible, les bars du centre-ville, d'empêcher les ouvertures tardives, la prolifération des terrasses nocturnes et demande la verbalisation systématique des fauteurs de troubles.

Damien Senger, membre du Mouvement des jeunes socialistes et président de TC Alsace (un groupe de réflexion sur la ville de demain, l'urbanisme et la citoyenneté), préconise des issues alternatives : « Il y a eu un travail, mais ce n'est pas assez. Nous proposons la création d'une brigade permanente de policiers municipaux, à pied, dans le quartier des Tonneliers. » Une proposition « incongrue » pour Robert Herrmann (PS), adjoint au centre-ville et à la sécurité : « Des brigades existent déjà. Il faut simplement les adapter car la situation n'évolue pas dans le bon sens. » Sur Facebook, la résistance des noctambules s'organise. Deux pages parodiques (Calme Gutenberg 2.0 et Du Calme Gutenberg) ont fait leur apparition au début de l'année. Suivies respectivement par 128 et 94 personnes, elles fustigent les méthodes de l'association. L'un de ses créateurs, 28 ans, ne

mâche pas ses mots : « C'est de la délation. On se croirait dans le roman 1984. J'habite dans le quartier et je n'ai pas de problèmes. Ce ne sont pas des somnifères qu'il faut prendre, mais des calmants ! » Un jeune homme, qui s'est reconnu sur les vidéos, s'indigne lui-aussi : « Il n'y a pourtant pas une vie nocturne trop intense à Strasbourg ! Leur méthode est extrémiste et met de l'huile sur le feu. »

Calme Gutenberg en a assez d'apparaître comme réactionnaire. L'un des membres, 62 ans, raconte : « Un jour, je me suis fait traiter de fasciste.

Comment peut-on me dire ça, à moi, alors que mon oncle est mort dans un camp de concentration ? » Nicole Nussbaum enfonce le clou : « Nous ne sommes pas une ligue anti-alcool. Il y a des fêtards parmi nous. J'ai voté à gauche ou pour les Verts toute ma vie et j'ai été militante des droits de l'Homme. Mais trouvez-vous normal que le seul parti qui nous ait tendu la main pendant les élections municipales, ce soit le Front national ? Nous avons refusé de les rencontrer. »

La question du droit à l'image

Sur certaines vidéos, on distingue une jeune fille à la limite du coma éthylique, des personnes en train d'uriner ou un couple dans une posture suggestive. Aucune plainte n'a été déposée à ce jour. Pour Cédric Michalski, avocat au barreau de Mulhouse, spécialiste du droit de la presse, « ce serait dangereux de publier ces images si les personnes étaient identifiables. Uriner, par exemple, est considéré comme un comportement clairement dévalorisant. Mais ces vidéos illustrent un débat d'intérêt général et les visages sont trop flous pour laisser apparaître les traits. Ce serait au juge d'apprécier les différents éléments. Il n'y a pas de jurisprudence tranchée sur la question... »



■ **Fétards contre dormeurs. La situation dans le quartier des Tonneliers, qui compte une vingtaine de bars, restaurants et boîtes de nuit, cristallise les tensions entre usagers du centre-ville.**



© Gabriel Pornet / Cuej

**Florian Litzler
Gabriel Pornet**

Temps mort pour trois projets

Le désaccord entre l'association de quartier Koenigshoffen demain et la CUS persiste. L'enjeu : la construction de 490 logements.

Retour à la case départ. Le 29 avril 2014, le tribunal administratif de Strasbourg a porté un coup d'arrêt aux projets de construction d'environ 490 logements sur la friche Quebecor et la rue de la Chartreuse, ainsi qu'à celui d'un centre culturel et culturel turc sur le Chemin long.

L'annulation de la modification du plan d'occupation des sols (POS) sur cinq parcelles à Koenigshoffen est liée à un vice de procédure. Sur le fond, les divergences subsistent entre Koenigshoffen demain, l'association d'habitants à l'origine de la plainte, et la CUS, qui a délibéré en faveur de ces projets le 17 décembre 2010. Aujourd'hui, la collectivité refuse de communiquer et étudie les différentes suites à donner à ce dossier. De son côté, l'association compte continuer à faire blocage.

Koenigshoffen demain s'est fixée pour objectif la lutte contre la paupérisation du quartier et la défense de ses habitants. Forte de 380 membres, la structure a déjà obtenu, avec des groupes d'habitants et d'autres associations du quartier, la promesse de Roland Ries de faire venir un tramway sur fer dans le faubourg. Christine Hebting et Michèle Host, présidente et vice-présidente de l'association, refusent l'implantation de nouveaux logements sans consolidation au préalable des infrastructures. Elles jugent la voirie trop étriquée, craignent une future saturation des écoles et pointent l'absence de bibliothèque.

Divergences sur la pollution

Le site de l'ancienne imprimerie Quebecor, aujourd'hui propriété de Frank immobilier, concentre particulièrement leur attention. Koenigshoffen demain « émet des doutes » sur le processus de dépollution et s'inquiète de la toxicité de la poche de toluène, un solvant industriel. De plus, elle se préoccupe du



■ Site de la friche Quebecor. Selon Didier Frank, propriétaire du terrain, « aucun logement social n'est prévu car on voulait apporter une mixité à l'envers ».

Quebecor

Environ 240 logements, un parking en silo, 2 ha de parc naturel.

Rue de la Chartreuse

250 habitations et un espace naturel.

Chemin long

Centre culturel et culturel turc.

caractère inondable du site – argument non valable pour un technicien du service de planification urbaine de la CUS –, l'accès pompier et la congestion de la petite rue le desservant.

« Les textes sont là comme garde-fous. Il faut arrêter de croire que le maire signe n'importe quoi », explique Didier Frank, dirigeant de Frank immobilier. Il rappelle avoir, depuis 2009, désamianté, dépollué le sol puis démolit et recyclé les bâtiments. Il ajoute que la dépollution de la nappe phréatique touchant à sa fin, il se prépare à faire la demande de certificat de conformité auprès de la préfecture. « On était sur le point de faire une étude d'impact », complète-t-il, qui aurait permis, selon lui, de démontrer l'absence de risque sanitaire. Cependant, cette étude repose juridiquement sur la demande de permis de construire

rendue illégale par l'annulation du tribunal, ce qui débouche sur un imbroglio juridique.

Autre projet immobilisé par cette décision de justice : le chantier prévoyant 250 logements et l'accès aux berges du Muhlbach dans la rue de la Chartreuse. L'association locale utilise les mêmes arguments contre la construction de ces habitations et propose à la place un parking en silo ou un parc naturel.

En attente d'arbitrage politique

Même attentisme au Chemin long, où le projet de centre culturel et culturel turc ne démarre pas. L'association portant ce projet avoue ne pas être tenue au courant de son évolution. La CUS confirme son maintien pour l'instant. Cependant, l'association sportive ASPTT propose un projet concurrent sur le même espace. Elle souhaite y réaffecter ses terrains de tennis, condamnés à disparaître à cause des travaux porte des Romains. Pour Denis Laurent, chargé de projet et développement à l'ASPTT, la décision du tribunal « les rassure » puisqu'à la différence du projet de la communauté turque, le leur ne nécessite pas de modification du POS. Aujourd'hui la situation reste paralysée jusqu'à l'arbitrage des élus de la CUS.



Gouvernance inédite à la CUS

Depuis le 11 avril, une coalition gauche-droite dirige le conseil communautaire. Publicité des débats et création de groupes politiques bousculent les habitudes.

Pour la première fois depuis sa création en 1966, gauche et droite font alliance pour diriger la communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Une union qui n'a rien d'une évidence selon Yves Bur, maire UMP de Lingolsheim, principal artisan de cette coalition. « *La logique des partis aurait pris le dessus s'il n'y avait pas eu ce contexte municipal* », issu de ce contexte. Avec la perte de Schiltigheim au profit du candidat UDI Jean-Marie Kutner, la gauche et les écologistes n'avaient plus qu'une courte majorité au Conseil de la CUS, avec 49 sièges sur 95.

Les débats désormais filmés

Président de la CUS, Robert Herrmann (PS) entend placer son mandat sous le signe de l'ouverture aux partis politiques et de la transparence vis-à-vis des concitoyens. Premier acte : les conseils communautaires seront filmés. Son prédécesseur socialiste, Jacques Bigot, n'était pas favorable à une telle initiative. Il craignait que les conseils ne se transforment en foire d'empoigne. Ce conseil ne se réunira néanmoins que quatre ou cinq fois par an,

contre une fois par mois précédemment. Il sera consacré aux débats d'intérêt général. Parallèlement, une commission permanente sera mise en place dès juin. Dédiée aux points techniques, elle se réunira régulièrement mais ne sera pas ouverte au public ni à la presse, sur le modèle de ce qui se pratique au conseil général, rappelle le président. La commission se composera de 57 membres – le président, les 20 vice-présidents et 36 conseillers dont l'ensemble des maires – avec une volonté affichée : « *La représentation équilibrée du territoire communautaire* », précise Robert Herrmann. Autre nouveauté de cette mandature : la création de groupes politiques. Il s'agit d'« *une évolution prévue, qui se justifie d'autant plus avec cette coalition* », explique Mathieu Cahn, secrétaire du PS 67. Cinq groupes – d'un minimum de sept élus – devraient se constituer : les socialistes-républicains, les écologistes, l'UDI, le « *groupe des maires* » d'Yves Bur et celui, dissident, de la « *Majorité alsacienne* » de Georges Schuler. Le maire UMP de Reichstett, soutenu par Fabienne Keller – candidate aux municipales à

20%

Seul cinq des 20 vice-présidents du conseil communautaire de la CUS sont des femmes.

2015

En janvier, la Communauté urbaine passera au statut d'Eurométropole.

■ **Conseil de la communauté urbaine de Strasbourg, le 5 mai. Sur les 20 vice-présidents, sept sont de droite.**

Strasbourg – craint que ce rapprochement ne renforce le brouillage des cartes politiques et donc les extrêmes.

« Un pari sur l'avenir »

Yves Bur, deuxième vice-président, souhaite pourtant en finir avec les oppositions politiques « *stériles* ». Un « *pari sur l'avenir* », souligne-t-il : « *Si cela réussit, personne ne reviendra dessus* », à l'instar des autres communautés urbaines appliquant ce modèle. En place depuis 2001 à Lyon, la coalition a fait ses preuves. Le conseiller communautaire François Loos (UDI) espère, lui, plus de démocratie. Pour le centriste, « *plus il y a de points de vue pris en compte, mieux ce sera pour le citoyen* ».

L'unique représentant du Rassemblement bleu marine, Jean-Luc Schaffhauser s'est auto-proclamé seul opposant à « *l'UMPS* ». Ne faisant partie d'aucun groupe car ne souhaitant pas faire alliance, le mariniste s'est engagé à distribuer 60 000 tracts par mois auprès de la population pour faire connaître ses positions.

Si Alain Jund, vice-président et chef de file d'Europe Écologie les Verts (EELV) a finalement dit oui à cette coalition, ce n'est pas sans regret : « *Je reste convaincu que c'est sur un projet politique que les choses avancent*. » Et d'ajouter : « *Moi je ne sais pas ce que ça va donner*. »

Loin de faire l'unanimité, la nouvelle gouvernance a moins de sept mois pour faire ses preuves sur la façon dont les dossiers seront menés : en janvier 2015, la collectivité deviendra Eurométropole. Cette dernière sera dotée de compétences élargies, notamment en ce qui concerne le développement économique. Plus représentative, la coalition à la tête de la CUS devra préserver cette volonté d'ouverture pour faire face à ce nouveau défi.

Hélène Deplanque





© Neyran Elden/Cuej

Moldus de sports insolites

Le quidditch, le sepak sakraw et le roller derby ont désormais leur équipe à Strasbourg. Si elles peuvent apparaître fantaisistes, ces pratiques sont pourtant très codifiées.

Jeudi 1^{er} mai à 19 heures, au stade de Vendenheim. Ils sont six moldus à chevaucher leurs manches à balai. Les membres de l'équipe de quidditch de Strasbourg sont à l'entraînement. Créé depuis janvier à l'initiative d'Esther, préparatrice en pharmacie de 34 ans, ce sport s'inspire de la discipline éponyme de la célèbre saga Harry Potter. Pratiqué depuis 2006 aux Etats-Unis, le quidditch oppose deux équipes de sept personnes. Poursuites entre joueurs, balle au prisonnier et buts inscrits permettent de déterminer l'équipe gagnante. Les règles peuvent paraître obscures mais sont rapidement assimilables. « *Ce n'est pas que pour les fans d'Harry Potter, c'est aussi du sport, il faut être rapide et endurant* », souligne Esther.

Ce sport compte de plus en plus d'adeptes et, en France, on dénombre vingt équipes d'apprentis sorciers qui se rencontrent plusieurs fois par an. Si les participants strasbourgeois restent peu nombreux pour réaliser de vrais matchs, Esther a bon espoir d'agrandir l'équipe : « Ça a intrigué beaucoup de gens qui viennent de plus en plus essayer. Et, quand on essaye, on accroche. »

« La pétanque de l'Asie du sud-est »

Le sepak sakraw, ou « *coup de pied balle* » en thaïlandais, bénéficie lui d'une assise plus ancienne. Depuis 15 ans, Strasbourg fait office de ville pionnière en France dans la pratique de cette sorte de football-volley acrobatique. Une quinzaine de Strasbourgeois s'exercent régulièrement à cette discipline encore méconnue en Europe mais très répandue en Asie du sud-est.

« *C'est un peu la pétanque de l'Asie du sud-est, les gens y jouent entre amis, en famille, à l'école, à la maison... C'est très ludique.* », explique Mathieu, 34 ans, qui joue depuis plusieurs années

1,80

Hauteur en mètre du plus grand arceau de quidditch. Dans les livres de J. K. Rowling, ils culminent à 15 mètres du sol.

au sepak sakraw. A trois contre trois, chacun a son rôle. Le serveur qui lance le point, le feeder qui fournit les bons ballons au striker qui est chargé, lui, de smasher au filet.

Une fille pour cinq garçons

« *J'ai découvert ce sport à la foire européenne, j'ai bien aimé le principe, l'ambiance, la petite surface qui multiplie les touches de balle* », explique Mathieu. Les figures réalisées par les joueurs peuvent impressionner mais la discipline « *est accessible du plus bas au plus haut niveau* », insiste-t-il. Avec d'autres joueurs strasbourgeois, il a participé à plusieurs rencontres à l'international, principalement en Asie, pour les matchs des super séries malaisiennes ou la coupe du roi de Thaïlande. Des déplacements dont les frais sont pris en charge par la Fédération internationale de sepak takraw qui fournit ainsi une belle opportunité de voyage aux joueurs les plus performants. S'il est également ouvert aux équipes féminines, le sepak takraw réunit principalement des adeptes masculins. A l'entraînement, au gymnase Glisberg de la Montagne Verte, on compte une fille pour cinq garçons.

L'art de la débrouille

Encore récents et peu pratiqués, ces disciplines originales souffrent d'un manque de ressources financières, qui crée cependant une ambiance propice à la solidarité entre les pratiquants et le sentiment de participer à la création d'un projet nouveau.

« Le sepak takraw, c'est aussi un esprit fraternel, on se déplace sans argent », souligne Mathieu. Un aspect que retient aussi Barbara : « Le roller derby n'a pas encore de grosses ressources financières. Quand on se déplace ou quand on reçoit une autre équipe, on s'héberge et on se nourrit entre nous. »

En revanche, pour le roller derby, c'est l'inverse. L'activité est exclusivement féminine. Dimanche 11 mai, au gymnase du Hohberg de Koenigshoffen, une centaine de personnes occupent les gradins pour encourager l'équipe strasbourgeoise, les Hell's Ass Derby Girls face aux Leopard's Avengers de Caen.

Entraînements sur les parkings

Dix joueuses en patin parcourent le terrain ovale à pleine vitesse. Dans chaque camp, cinq bloqueuses tentent d'empêcher la jameuse de l'équipe opposée de dépasser le peloton. Sous l'œil de bénévoles de la Croix rouge, les chutes sont fréquentes. « *C'est un sport de vitesse et de contact mais ce n'est pas violent pour autant, les règles sont strictes sur les gestes interdits* », soutient Barbara, 25 ans, alias *Sweetie Poison*. En quatre ans d'existence, le roller derby a connu un succès rapide. « *Au début, on était une dizaine, on faisait les entraînements sous la neige, dans les parkings* », raconte Barbara. Aujourd'hui, l'équipe strasbourgeoise compte plus de quarante licenciées. Cette discipline venue des Etats-Unis séduit par son dynamisme et par son rejet des stéréotypes, en proposant un sport de contact à un public féminin : « *Cela permet de détruire les clichés des femmes qui font de la danse et les hommes du foot* », considère *Sweetie Poison*.

Quidditch, sepak takraw et roller derby recherchent encore des adeptes motivés pour enrichir leur équipe et faire connaître leur discipline. Les amateurs de sports insolites les moins agiles, effrayés par les chutes en roller ou allergiques à Harry Potter pourront, eux, se tourner vers le street golf (golf de rue), le polo à vélo ou encore le tchoukball (mélange de handball, de volley et de squash) qui se développent également depuis quelques années.

**Raphaël Boukandoura
Neyran Elden**



© Neyran Elden/Cuej

■ Page de gauche, six des neuf Strasbourgeois qui composent l'équipe de quidditch.

■ Ci-dessus, l'équipe strasbourgeoise de roller derby, les Hell's Ass (en noir), affrontent les Leopard's Avengers de Caen (en jaune).

■ A droite, un joueur de sepak takraw smashe au filet.



© Neyran Elden/Cuej

3
Nombre de touches de balle consécutives autorisées par joueur au sepak sakraw.

200 €
Coût de l'équipement du roller derby, qui comprend les patins et les diverses protections.

21
Nombre d'arbitres requis pour un match de roller derby.

« Vous vouliez sauver juste votre peau »

Les 7 et 9 mai, l'amitié fut éprouvée, pour le pire, lors des audiences du tribunal correctionnel de Strasbourg.

« *Je voulais juste discuter* », lâche l'accusé, à la barre du tribunal correctionnel de Strasbourg. Regard peu crédule du côté des juges. Saïd Hassan D. est devant eux pour avoir planté un tournevis dans le foie d'un autre homme. Le 5 avril 2011, le prévenu se bagarre avec trois de ses amis contre des dealers, suite à une transaction de cannabis qui a mal tourné la veille. Un des acolytes de l'accusé tombe, est roué de coups. Saïd Hassan D. n'arrive pas à le dégager, alors il sort le tournevis qu'il a dans la poche, arme son bras, et perfore le flan d'un des assaillants. L'assaut s'arrête, des coups de feu retentissent, la police arrive. Saïd Hassan D. est condamné à un an de prison ferme pour son geste de camaraderie trop pointu.

Le 5 janvier, Joël H., 21 ans, voit son ami Augustin M. « *agité et saoul* » résister à son interpellation par deux policiers, devant la cathédrale de Strasbourg. Quand ils finissent par plaquer son rétif camarade contre un mur, Joël H. n'hésite plus et charge, il se jette sur les fonctionnaires. Qui l'appréhendent aussi. « *Je n'ai pas compris pourquoi ils voulaient l'arrêter* », se défend-il. Cela était dû, peut-être, au 1,93 gramme d'alcool dans son sang. Le président soupire et condamne Joël H. à un mois de prison avec sursis.

Un autre fonceur, Yanice A., 21 ans, roule vite à Bischheim, ce 28 avril 2013. Ils sont trois amis d'enfance dans la voiture. A l'arrière, Ferat P. est le seul qui n'a ni bu ni fumé.

A force de vitesse et d'inconscience, le véhicule échappe à son conducteur, part en travers, puis en tonneau. Yanice A. et le passager avant, blessés, sortent et s'éloignent. Ferat P., lui, est laissé là, seul, quasi-mourant dans la voiture, la colonne écrasée contre le siège. « *J'étais sous le choc, je ne savais pas ce que je faisais* », bredouille Yanice A. L'argument ne passe pas. Car une fois éloigné, il prend son téléphone et appelle, non pas les secours, mais un ami pour qu'il vienne le récupérer, « *hors de vue* » du lieu de l'accident. En repartant, Yanice A. repasse sur la route, voit les pompiers qui tentent de désincarcérer son ami et ne dit rien.

La police le trouvera chez lui quelques heures plus tard. L'atmosphère dans la salle d'audience s'est soudainement alourdie. Les prévenus convoqués pour d'autres affaires se sont mués en spectateurs silencieux, la gorge serrée. « *Vous vouliez sauver juste votre peau, au prix de la vie de votre copain d'enfance. C'est abject !* », assène la procureure. Ferat P. survit finalement, de peu. Au sortir du coma, le jeune homme se réveille paraplégique total, paralysé à partir des lombaires. « *Il n'est pas dans la vengeance* », explique doucement son avocate. La mère de Ferat P. pleure, sa sœur tremble. Yanice A. garde la mâchoire serrée et regarde droit devant lui, sans ciller, quand il s'entend condamné à 18 mois de prison, dont six ferme.

Florian Litzler





Macarons en direct

Dans son atelier visible de l'extérieur, Elisabeth Biscarrat et son équipe s'activent. La fabrication des macarons intrigue les passants qui collent leur visage aux grandes fenêtres, comme pour mieux approcher les pâtisseries qui sont créées sous leurs yeux. La gagnante de l'émission télévisée Masterchef 2011 a choisi la Petite-France pour ouvrir sa première boutique début mai. Cette obsession des macarons date d'il y a dix ans. Sur un trottoir parisien, Elisabeth Biscarrat s'arrête devant Ladurée, célèbre maison parisienne à qui l'on doit l'invention du macaron moderne en 1862. « *J'ai vu beaucoup de gens faire la queue et j'ai été intriguée* », se souvient-elle. Cette fois là, elle n'entre pas dans la boutique, mais une fois revenue à Strasbourg, où elle exerce le métier d'infirmière, elle commence à élaborer ses propres recettes, lesquelles plaisent d'abord à ses collègues... Puis à Pierre Hermé qui la félicite lors de la finale de Masterchef.

Cette Lorraine de 38 ans défend une pâtisserie de qualité : « *J'utilise des fruits frais et je fais mes confitures moi-même.* » Mais la qualité se paie : Elisabeth Biscarrat ne dort que deux ou trois heures par nuit depuis l'ouverture de sa boutique, pour confectionner les 4000 macarons qui sont vendus chaque matin en quelques heures. Nombreux sont les déçus qui repartent sans leur douceur, mais avec une photo ou quelques mots échangés avec leur modèle. Elisabeth Biscarrat jongle entre ses téléphones qui sonnent, les meringues qui cuisent dans le four et la trentaine de clients qui attend avant même l'ouverture. Après deux livres sur les macarons, elle en prépare un troisième sur le chocolat. On lui a même proposé d'ouvrir une boutique en Chine. Une chose après l'autre et, pour ne pas se laisser submerger, la pâtissière garde en tête sa devise, cette phrase d'Oscar Wilde : « *Il faut toujours viser la lune, pour atterrir au moins dans les étoiles.* »

Texte et photos : Baptiste Mathon et Alexandra Zevallos-Ortiz



Municipales : victoire de l'

Aux dernières élections, l'abstention atteint 50,3% à Strasbourg. Principales conséquences : des partis traditionnels fragilisés et une visibilité plus grande pour les listes d'extrême-droite et communautaire.

Le 30 mars au soir, Roland Ries, maire socialiste sortant, est élu avec un écart d'environ 1500 voix face à l'UMP Fabienne Keller. Strasbourg reste ainsi l'une des rares villes françaises conservées par la gauche en 2014. Les observateurs expliquent cette spécificité strasbourgeoise par le maintien du FN au second tour. Mais cette élection en demi-teinte est surtout marquée par la montée en puissance d'un joker électoral : l'abstention, majoritaire pour la première fois à Strasbourg lors du premier tour (50,3%). Depuis 1989, elle a gagné 8 points aux élections municipales strasbourgeoises.

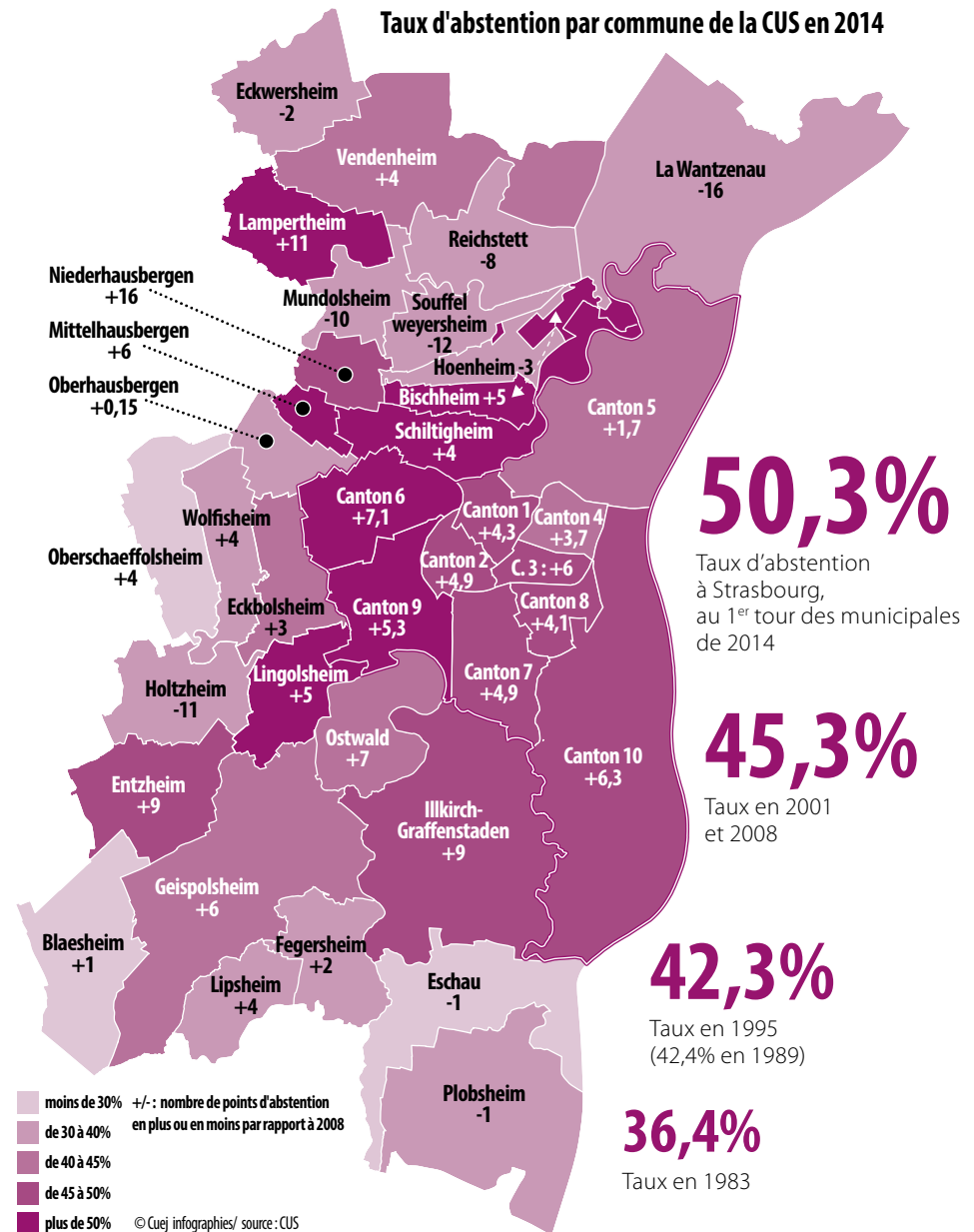
Une spécificité locale

Cet abstentionnisme élevé constitue une autre particularité alsacienne. « On vote toujours moins en Alsace qu'ailleurs, pour des raisons historiques : méfiance vis-à-vis de l'État, moins de confiance dans la vie politique depuis l'incorporation forcée au III^e Reich », explique Philippe Breton, enseignant-chercheur à l'Université de Strasbourg et président de l'Observatoire de la vie politique en Alsace (Ovipal). Une évolution à relier au contexte national : l'abstention augmente lorsque la gauche gouverne. Entre les élections de 1995 et 2001, alors que Lionel Jospin est Premier ministre, elle gagne trois points dans la capitale alsacienne ; de même, entre 2008 et 2014, elle augmente de cinq points.

Roland Ries n'a donc été élu que par 24% des inscrits. Ces chiffres, s'ils ne remettent pas en question la majorité politique (rapportée au nombre de votants) des élus, posent la question de leur légitimité électorale (rapportée au nombre d'inscrits).

Un fait urbain

Taux d'abstention par commune de la CUS en 2014



Plus on s'éloigne de la ville-centre, plus l'abstention régresse. De 46,98% en moyenne sur la CUS, elle atteint un record de 50,3% à Strasbourg alors qu'elle ne dépasse pas les 23,3% à Blaesheim. Pour Philippe Breton, la politisation du vote est à l'origine de cette moindre participation : « Plus un vote est marqué politiquement, moins on vote. Dans les petites communes, la politique est plus concrète, parle plus aux gens. La démocratie est au coin de la rue. » Un phénomène vérifiable à l'échelle nationale où l'abstention, avoisinant les 36%, est plus importante en ville qu'à la campagne.

abstention au 1^{er} tour

Gauche et droite en recul

Strasbourg, à droite depuis 1935, est ravie à la surprise générale par Catherine Trautmann en 1989 lors d'une quadrangulaire. Depuis, la ville semblait acquise à la gauche, même si Fabienne Keller (UMP) avait réussi à la conquérir en 2001, profitant de la division du camp adverse avec la candidature dissidente du rocardien Jean-Claude Petitdemange. En 2008, Roland Ries est élu confortablement avec 12 000 voix d'avance. Si cette année, gauche et droite perdent des suffrages, ce recul est plus important pour le candidat PS qui perd

presque 10 000 voix entre 2008 et 2014 au premier tour. Ce recul de la gauche est principalement dû à l'abstention puisque les voix perdues par Roland Ries ne se reportent pas sur la droite qui régresse de 2000 voix.

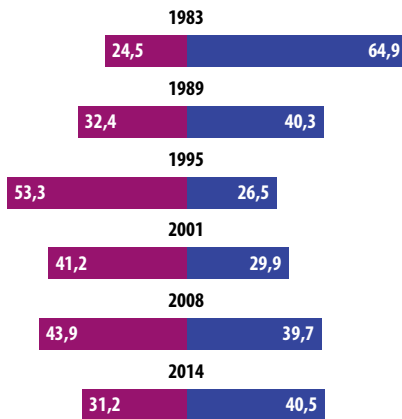
Fin de la « Trautmania »

Richard Kleinschmager, enseignant-chercheur à l'Université de Strasbourg, note ainsi un retour à « la situation de 1989 ». Le bloc de droite est à 40% au premier tour en 1989 comme en 2014 tandis que la gauche (PS et DVG) est à 31% cette année contre

32% en 1989. « *La Trautmania a disparu. Au delà de l'effet Trautmann, les blocs de sensibilités politiques sont restés stables.* » Avec pour principal effet de faire dépendre la victoire du contexte national et du maintien ou non d'un parti tiers au second tour. Roland Ries a ainsi profité du maintien du Front national : « *Sans triangulaire, c'est Fabienne Keller qui était élue maire de Strasbourg* », affirme Richard Kleinschmager.

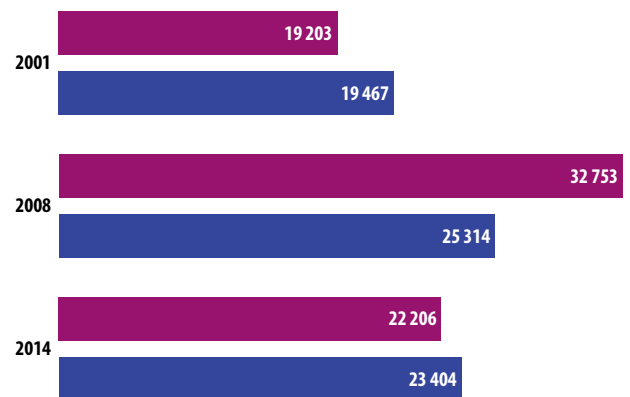
Le maire sortant a également su rallier une partie des centristes – « *un bon tiers* » des électeurs de François Loos d'après l'universitaire.

Retour à l'équilibre de 1989



■ Droite (UDF-RPR ou UMP-UDI) ■ Gauche (PS) Scores en % des votes exprimés © Source : CUS

UMP-UDI et PS perdent des voix



© Source : CUS ■ Keller/Loos ■ Trautmann/Ries Score des candidats en nombre de voix au 1^{er} tour

CUS : la gauche limite la casse

Le centriste Jean-Marie Kutner (UDI) – allié au 2^e tour à l'UMP Christian Ball – succède au socialiste Raphaël Nisand à la tête de la mairie de Schiltigheim. C'est une petite révolution dans cette ville dirigée par la gauche depuis 1971, fortement marquée par l'héritage d'Alfred Muller, figure atypique du socialisme alsacien. Cette défaite dans la 2^e commune de l'agglomération (31 000 habitants) prive la gauche d'une nette majorité au conseil de la CUS. « *Schiltigheim est une pétaudière avec un jeu d'alliances qui dépasse les clivages traditionnels. Raphaël Nisand a voulu simplifier ce jeu compliqué et il a été sanctionné* », commente le géographe Richard Kleinschmager. La gauche, qui perd

également la mairie de Vendenheim et celle d'Eckwersheim, conserve deux villes importantes de la première couronne : Illkirch-Graffenstaden et Ostwald.

Dans la première, Jacques Bigot est élu avec 59% des voix au premier tour mais perd dix points par rapport au scrutin de 2008, un recul « *exclusivement dû au contexte national* », selon Richard Kleinschmager. A Ostwald, Jean-Marie Beutel profite des divisions de la droite qui présentait trois listes rivales.

La quasi-totalité des autres communes de la CUS, de la première et de la deuxième couronne, restent aux mains d'élus proches de la droite ou indépendants.

Les quartiers populaires délaissent

Les quartiers populaires votent moins, et de moins en moins. Dans les cantons 6 (Cronenbourg, HautePierre), 9 (Elsau, Montagne-Verte, Koenigshoffen) et 10 (Neuhof, Port du Rhin), l'abstention

dépasse les 54%. Sur une longue période, ce sont ces quartiers qui se sont le plus éloignés des urnes : entre 1989 et 2014, l'abstention y progresse de plus de dix points. La gauche est particulièrement touchée par cette

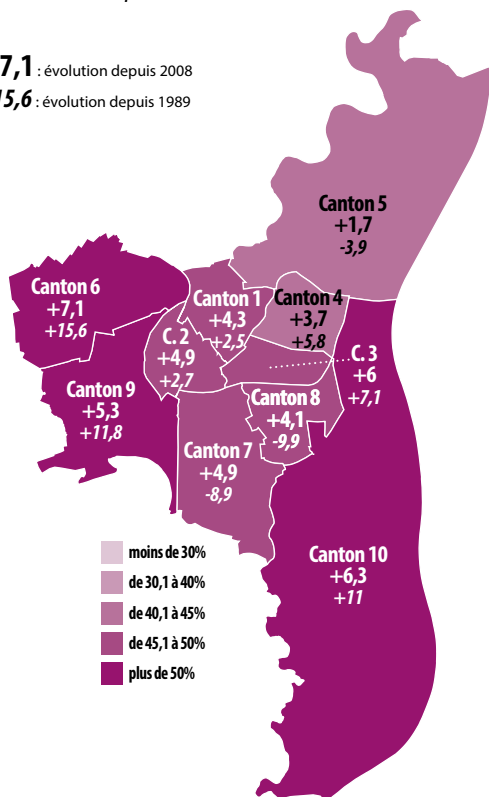
démobilisation : dans les cantons 9 et 10, Roland Ries perd plus de 15 points entre 2008 et 2014.

Pour Philippe Breton, chercheur à l'Observatoire de la vie politique en Alsace (Ovival), avant d'être de

L'abstention plus forte en périphérie

Taux d'abstention par canton au 1^{er} tour 2014

+/- 7,1 : évolution depuis 2008
+/- 15,6 : évolution depuis 1989

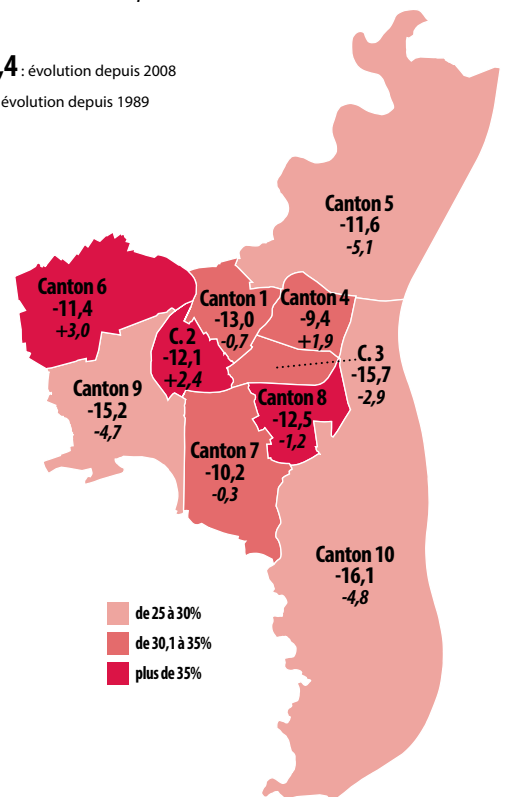


Ries recule partout

Score du PS au 1^{er} tour 2014 par canton

+/- 11,4 : évolution depuis 2008
+/- 3,0 : évolution depuis 1989

Canton 1 : Centre-ville
Canton 2 : Centre-Gare
Canton 3 : Bourse, Esplanade, Krutenau
Canton 4 : Quartier des Quinze
Canton 5 : Robertsau
Canton 6 : Cronenbourg, HautePierre, Poteries, Hohberg
Canton 7 : Meinau
Canton 8 : Neudorf
Canton 9 : Koenigshoffen, Montagne Verte, Elsau
Canton 10 : Neuhof, Port du Rhin



2014 : La vaguelette bleu marine

Si le FN double son score au premier tour entre 2008 et 2014 (de 5% à 10,9%), cette montée reste relative. Il ne retrouve pas son niveau de 1989 (14,5%), ni le score de l'extrême-droite de 2001 quand les deux listes, FN et Alsace d'abord, avaient cumulé 16,7%. « 2008 a été une mauvaise année pour le FN (perte de près de 12 points, ndr) avec la droitisation de Sarkozy. L'effet s'est estompé en 2014 », rappelle le géographe Richard Kleinschmager.

Lors du scrutin, ce sont les particularités locales qui se sont exprimées dans les urnes. Pour Philippe Breton,

sociologue à l'Ovival, le vote FN reste un vote de protestation. « Le FN offre en plus une autre possibilité aux Alsaciens : affirmer leur identité française. »

Une campagne exécutable

Selon le sociologue, le candidat du Rassemblement bleu marine, Jean-Luc Schaffhauser n'a pas su tirer profit de ce potentiel électoral : « Létiage à droite de la droite, c'est 28% ici. Il a perdu des ouvriers qui ne se sont pas reconnus en ce bourgeois parisien. Il a fait une campagne exécutable. Même une partie des cadres FN n'a pas voté pour lui. »

Richard Kleinschmager conteste : « Schaffhauser a fait une campagne dans la lignée de celle du FN. Il a géré le capital politique sans vraiment élargir la base des électeurs. »

Les deux observateurs s'accordent pour pointer le manque de cadres du parti dans la région qui amoindrit son score. « La dénomination extrême-droite empêche quiconque, dans une région qui a été profondément marquée par le nazisme, de s'afficher FN, estime Philippe Breton. En Alsace, on ne peut pas être extrémiste, ni à gauche, ni à droite. »

Dossier réalisé par
Alexis Boyer,
Myriam Déborbe,
Maud Lescoffit,
Nathan Kretz

les urnes et les partis traditionnels

gauche, « l'abstention est populaire ». Richard Kleinschmager, géographe à l'Université de Strasbourg, ajoute que cette démobilisation électorale est signe que le PS « perd son influence sur les milieux populaires car il ne peut

pas, ou ne veut pas, faire de politique ouvertement sociale. C'est de plus en plus un parti de classes moyennes qui fait une politique de classes moyennes ». La participation recule en même temps que la confiance dans la sphère

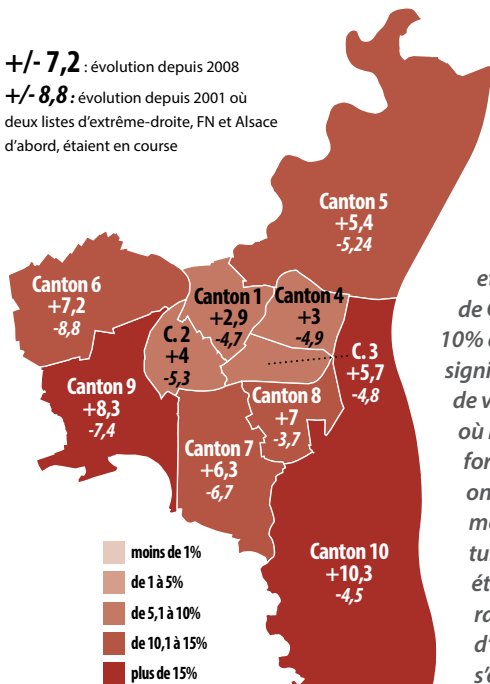
politique. Philippe Breton remarque : « Les gens s'abstiennent, ou votent FN. » Le parti d'extrême-droite réalise ainsi ses meilleurs scores dans ces cantons même si, plus qu'ailleurs, il n'a pas réussi à y effacer ses pertes de 2008.

L'extrême-droite plus faible qu'en 2001

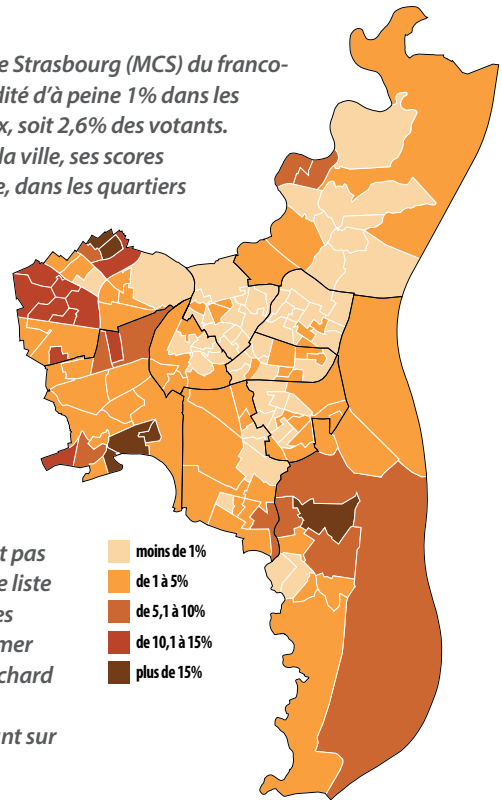
Score de l'extrême-droite au 1^{er} tour 2014 par canton

+/- 7,2 : évolution depuis 2008

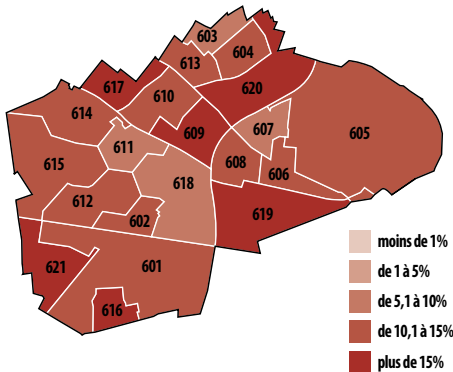
+/- 8,8 : évolution depuis 2001 où deux listes d'extrême-droite, FN et Alsace d'abord, étaient en course



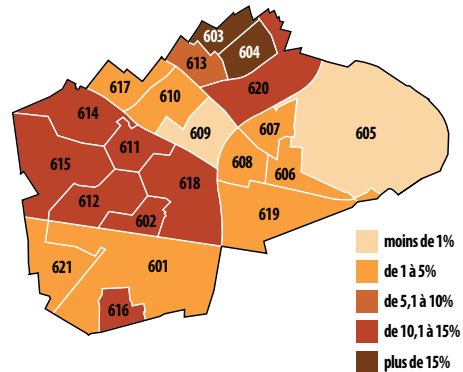
■ Le Mouvement citoyen de Strasbourg (MCS) du franc-turc Tuncer Saglamer, crédité d'à peine 1% dans les sondages, a rallié 1870 voix, soit 2,6% des votants. Dans le centre et le nord de la ville, ses scores sont très faibles. En revanche, dans les quartiers populaires de l'Elsau, de la Montagne-Verte, du Neuhof et surtout à la cité nucléaire de Cronenbourg, il dépasse les 10% dans 14 bureaux de vote. Fait significatif : c'est dans le bureau de vote 603 de Cronenbourg, où l'abstention a été la plus forte – seuls 25% des inscrits ont voté – que la liste fait son meilleur chiffre. La communauté turque qui vit à Cronenbourg n'est pas étrangère au bon résultat de cette liste rassemblant un tiers de personnes d'origine turque. Si Tuncer Saglamer s'en défend, Philippe Breton et Richard Kleinschmager s'accordent pour qualifier sa liste et le vote se portant sur elle de « communautaires ».



Canton 6 : le FN et Saglamer ne chassent pas exactement sur les mêmes terres



Scores des listes FN (à droite) et du Mouvement citoyen de Strasbourg (à gauche) au premier tour des municipales 2014 dans le canton 6



■ Les cantons populaires ne votent pas comme un seul homme. Dans le canton 6, si le FN est aux alentours de 10% dans les zones de logement collectif (Hautepierre, Cité nucléaire), il dépasse les 15% dans les quartiers pavillonnaires. Là, le vote Saglamer est, lui,

inexistant alors qu'il est très marqué dans les banlieues populaires abstentionnistes. On observe ce même phénomène dans les cantons 9 et 10.

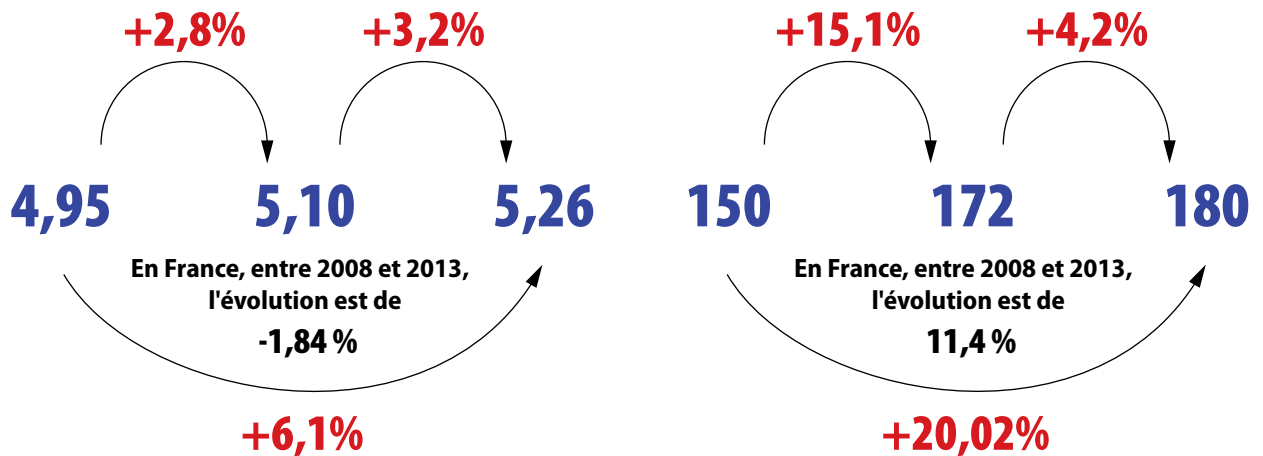
Arrêts de travail : le particularisme

De 2008 à 2013, dans le Bas-Rhin et en Alsace, le nombre de jours indemniés ont augmenté beaucoup plus fortement que dans le reste de la France.

Indemnisations des arrêts de travail dans le Bas-Rhin

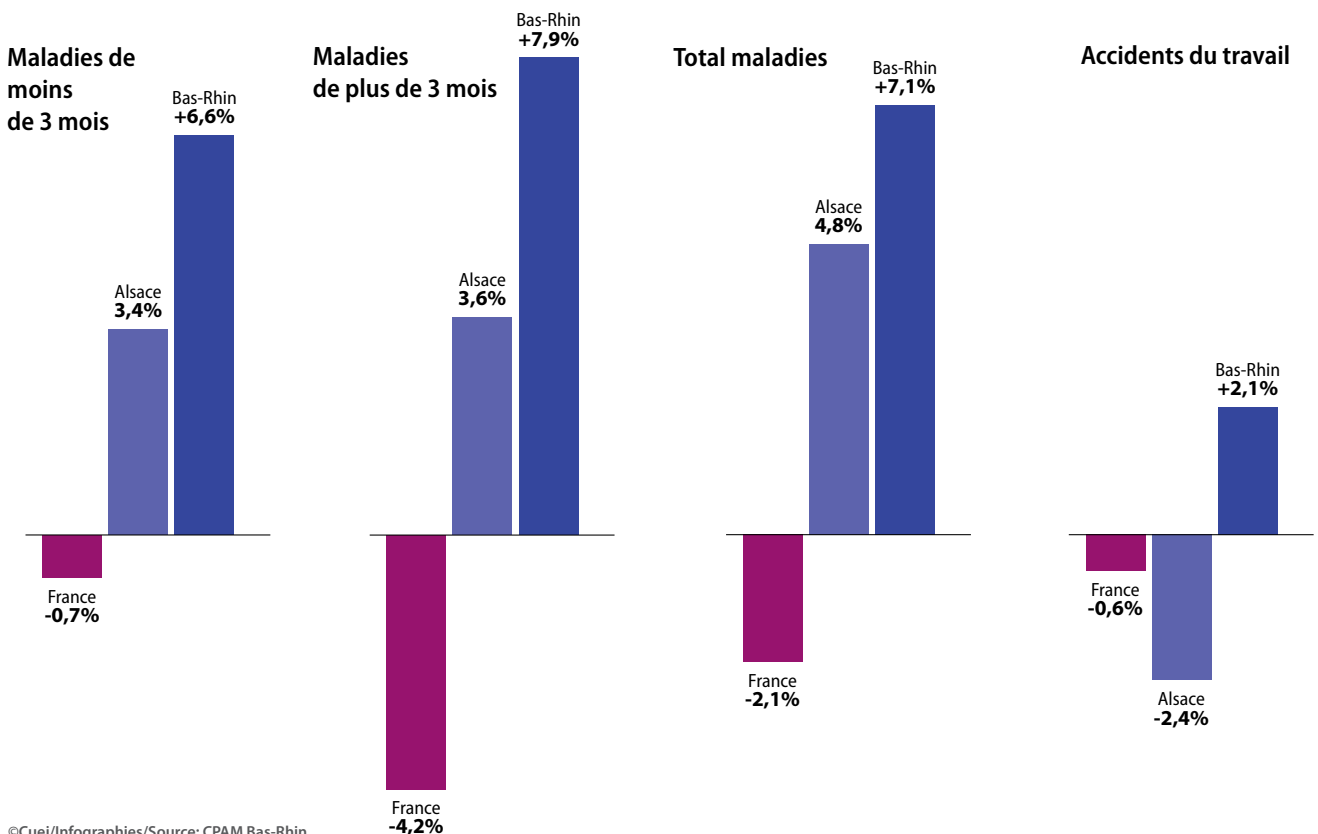
En millions de jours pour les années 2008, 2010, 2013

En millions d'euros pour les années 2008, 2010, 2013



Evolution des arrêts de travail par catégorie

Sur la période 2008-2013 (en nombre de jours)



local

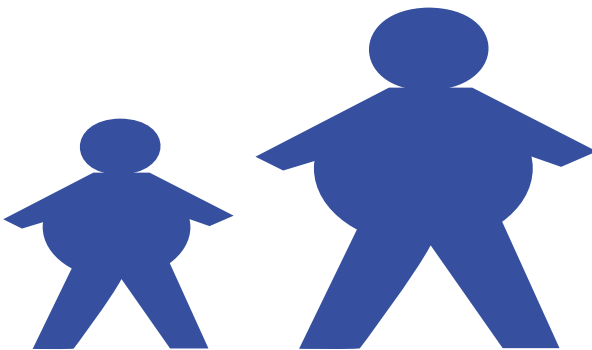
isés et les dépenses afférentes

Les maux alsaciens

Taux d'obésité de la population

France : 14,5%

Alsace : 17,8%



2^e région de France en terme d'obésité

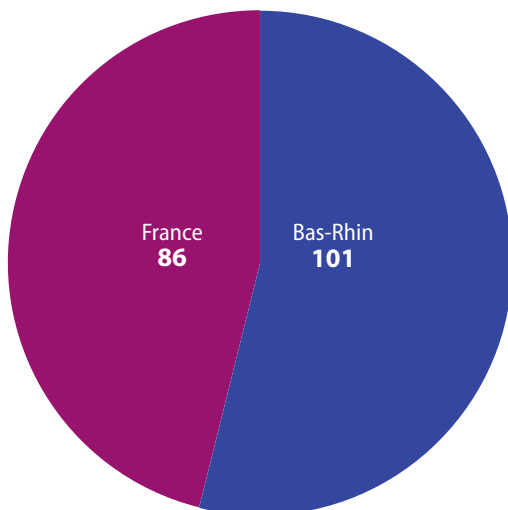
3^e région de France en terme de diabète

9% de maladies de l'appareil circulatoire en plus (hommes)

19% de maladies de l'appareil circulatoire en plus (femmes)

Une densité médicale plus importante

Nombre de médecins pour 100 000 habitants



Halte aux clichés ! Avec la publication des chiffres des arrêts de travail par l'Assurance maladie en avril, la rigueur alsacienne en prend pour son grade. Dans la région, et en particulier dans le département du Bas-Rhin, les données sont sans appel : le nombre d'arrêts pour maladie, le nombre de jours indemnisés, le montant total de ces remboursements affichent tous des valeurs supérieures aux moyennes hexagonales. Pis ! Alors qu'en France, les chiffres augmentent très légèrement, voire baissent de manière significative, les courbes alsacienne et bas-rhinoise ne cessent de grimper.

Comment s'explique ce particularisme local ? A la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), aucune certitude, mais quelques pistes. L'état sanitaire des Alsaciens est l'une d'elles. Selon le médecin José Covassin, directeur régional du service médical, une alimentation plus calorique serait à la source de plusieurs pathologies comme le diabète, l'obésité ou les maladies cardio-vasculaires. Le nombre de décès par diabète a ainsi augmenté de plus de 60% en dix ans, sans qu'il y ait de corrélation avec le vieillissement de la population. Et la mortalité régionale liée à cette affection dépasse de 50% la moyenne métropolitaine, selon les chiffres de l'Agence régionale de santé (ARS).

Autre élément d'explication : un meilleur encadrement médical en Alsace. La densité de médecins y est supérieure à la moyenne nationale, selon la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère des Affaires sociales et de la santé. Le conseil national de l'ordre des médecins annonce lui une augmentation de 4,5% entre 2007 et 2013 du nombre de médecins en activité régulière sur la région.

D'aucuns pointent également le régime local d'assurance maladie, dont les dispositions concernant les délais de carence pourraient favoriser les arrêts de travail. Dernier élément d'explication possible : la fraude. Ayant constaté que l'accentuation des contrôles permet d'identifier plus de fraudeurs, la CPAM entend les renforcer en 2014.

Mark Ionesco
Charles Thiallier

Le bombardier franco-libanais

Ahmed Rifaie, 33 ans, s'est imposé comme la figure montante de la boxe anglaise en Alsace. Son rêve : décrocher le titre de champion du monde WBU dans la catégorie poids moyen.

Droite, gauche, uppercut, crochet, les coups d'Ahmed Rifaie résonnent au Boxing club de Schiltigheim. Gonflé à bloc, avec son tee-shirt sponsorisé par le restaurant Beyrouth, ce franco-libanais s'entraîne deux à trois heures par jour. Âgé de 33 ans, il s'est hissé au 7^e rang mondial dans la catégorie poids moyens WBU en boxe anglaise. Le 7 juin, aux Malteries à Schiltigheim, sur sa terre d'adoption, il remettra son titre en jeu face à un boxeur européen lors d'un gala international.

À 12 ans, Ahmed Rifaie enfle pour la première fois les gants à Tripoli, sa ville natale. Pourtant, il considère que c'est la France qui lui a donné les moyens de ses ambitions. Étudiant en philosophie, il arrive à Belfort en 2000 pour un échange universitaire. Mais très vite, les voyages l'attirent : Paris, Londres, la Suède, Ahmed Rifaie a la bougeotte. Il pose définitivement ses valises quatre ans plus tard à Strasbourg et se remet à la boxe avec le nonuple champion du monde André Panza, communément appelé Docteur K.O. Ahmed Rifaie dévoile aussitôt une condition physique hors du commun : « *Il avait beaucoup d'endurance, il aimait courir et n'avait pas peur de s'entraîner pendant des heures* », confie André Panza. Sa pugnacité le propulse sur la première place du podium au championnat de France en amateur en 2007.

Qu'une idée en tête : « Réussir »

Il saute alors le pas et rejoint la boxe professionnelle avec l'entraîneur Ahmed Al Ameraoui, du Boxing club de Schiltigheim. Son passé de cuisinier et d'agent de sécurité est bien derrière lui. Ahmed Rifaie n'a alors plus qu'une idée en tête, se consacrer à sa passion. « *Je préférerais vivre un peu dans la misère mais réussir ma carrière, que de rester en tournoi de France et devoir travailler à côté.* »

Devenu son propre manager, le boxeur, toujours très « speed » et la tête pleine de projets, rêve de



© Raphaële Taquard / Cuej

■ **Né en 1980 à Tripoli, au Liban, Ahmed Rifaie s'entraîne au Boxing club de Schiltigheim. S'il se maintient le 7 juin, il sera à deux combats du titre mondial.**

remonter sur le ring dans son pays natal. En mai 2012, il revient fièrement à Tripoli le temps d'un combat international triomphal.

Une star au Liban

Son visage est affiché dans toute la ville, il est invité sur les plateaux de télévision, il crée la sensation. « *C'est important d'avoir cette figure dans le sport libanais*, explique Najib Al Kaïi, journaliste à MTV (première chaîne libanaise). *Il donne de l'espoir.* » Au-delà du matériel technique, le Schilikoïse a profité de son séjour pour partager son expérience et transmettre sa rage de vaincre à de jeunes boxeurs libanais.

Aujourd'hui, son palmarès affiche 17 victoires pour quatre défaites. « *Je suis passé par un chemin très dur pour arriver au sommet. Maintenant, quand je monte, je n'ai pas peur, c'est un plaisir d'être sur le ring.* » Serein et détendu, il part au combat sur la mélodie de L'hymne à l'amour d'Edith Piaf.

Son premier entraîneur, André Panza, considère toutefois qu'il y a encore du travail. « *Il est très puissant, mais*

il lui manque la technique et avec les capacités qu'il a, il pourrait avoir un potentiel décuplé. » Conscient des efforts à fournir, son entraîneur actuel, Ahmed Al Ameraoui, a déjà changé de rythme : « *Je vais le faire souffrir* », dit-il en souriant. Au programme : de l'entraînement en montagne, en forêt et des rencontres avec des boxeurs de haut niveau.

De la ténacité et de la persévérance, il en faudra à Ahmed Rifaie s'il veut franchir les deux dernières étapes avant le titre mondial. Un combat qui pourrait avoir lieu au Bahreïn. L'occasion pour lui de boxer à nouveau devant ses parents et ses frères et sœurs, mais aussi face au ministre des Sports du Liban qui le suit de près depuis deux ans. Walid Minkara, consul du Liban à Paris, assure que le boxeur « *est vu comme un champion. Ce n'est pas courant qu'un Libanais réussisse en France dans cette catégorie.* ». Ses compatriotes l'affirment, au pays du cèdre, Ahmed Rifaie est devenu le premier boxeur reconnu. Et sur le ring alsacien, il semble bien parti pour frapper fort.

Raphaële Taquard

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Stéphanie Peurière

RÉDACTEUR EN CHEF :
Maud Lescoffit

ICONOGRAPHIE :
Alexandra Zevallos-Ortiz

CHEF D'ÉDITION :
Alexis Boyer

RÉALISATION :
Raphaël Boukandoura,
Alexis Boyer,
Amanda Breuer Rivera,
Myriam Déborde,
Hélène Deplanque,
Neyran Elden,
Nathan Kretz,
Maud Lescoffit,
Florian Litzler,
Baptiste Mathon,
Mark Ionesco,
Gabriel Pomet,
Raphaële Taquard,
Charles Thiallier,
Alexandra Zevallos-Ortiz

PHOTO DE UNE :
Alexandra Zevallos-Ortiz

IMPRESSION :
Valblor, Illkirch
ISSN 2268-7602.